



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

(ISSN 2608-984X)

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°457 (31 MAI 2026)

L'ENCYCLIQUE DU PAPE

L'ENCYCLIQUE DU PAPE

Introduction

Philippe Meyer :

C'est le lundi de Pentecôte que le pape Léon XIV a publié sa première encyclique, *Magnifica humanitas* (magnifique humanité). Un texte de plus de 100 pages, dans lequel il développe une réflexion sur la révolution de l'intelligence artificielle (IA), et ses conséquences sur la dignité humaine. Au Vatican, le pape américain a choisi de présenter lui-même - fait inédit - ce document d'Église qui lance un appel à encadrer et réguler les algorithmes.

Le pape y rappelle que la technologie « *n'est pas en soi un mal* » mais qu'elle « *prend le visage de ceux qui la conçoivent, la financent, la régulent et l'utilisent* ». Comme l'IA ne peut « *être considérée comme moralement neutre* », il convient de la « *désarmer* » pour « *l'empêcher de dominer l'humain* », assure le pape augustinien. Rappelant certaines « *utilisations manifestement inhumaines* » comme la manipulation de l'information ou la violation de la vie privée, le pape insiste sur la nécessité d'un code éthique commun sur l'IA ainsi que sur le rôle crucial de l'éducation pour apprendre à en maîtriser les risques. Il va jusqu'à dénoncer « *les nouvelles formes d'esclavage* », nées des besoins d'extraction de ressources nécessaires à l'utilisation de l'IA, comme les microprocesseurs.

Sur le plan économique, *Magnifica Humanitas* s'alarme des transformations profondes du monde du travail. L'encyclique dénonce le risque d'une automatisation de masse qui détruirait des millions d'emplois sans offrir de filets de protection sociale adéquats. Le pape américain s'en prend à l'impact éthique et écologique de l'intelligence artificielle, réclamant des solutions techniques plus durables.

« *Désarmer* » l'intelligence artificielle ne signifie toutefois pas de renoncer à la technologie, mais de l'empêcher de dominer l'humain. Cela passe moins par des choix techniques que par la soumission de l'utilisation des données et des technologies à « *un contrôle public* » et l'affirmation du « *rôle irremplaçable de la personne* ». Léon XIV prend également position dans un domaine où l'intelligence artificielle fait peser un autre risque de déshumanisation, celui de la guerre. C'est précisément parce que le monde s'engage dans une spirale mortifère banalisant une « *culture violente de la puissance* » que l'intelligence artificielle doit, selon le pape, faire l'objet d'une régulation internationale. Le constat du pontife est sombre et sa critique, sévère. Il demande une pause, pour recadrer, s'il est encore temps, la vitesse astronomique de l'intelligence artificielle. Deux images bibliques encadrent tout le texte : la tour de Babel, symbole d'une technique coupée de Dieu, et la reconstruction de Jérusalem par Néhémie, figure d'un travail patient ordonné au bien commun.

Kontildondit

Nicole Gnesotto :

Oui, c'est un texte que j'ai trouvé admirable et révolutionnaire. Admirable d'abord par son style. Certaines formules sont d'une grande pertinence. Par exemple, il définit l'espace numérique comme un espace de prédation. En un mot, cela résume parfaitement ce qu'on peut reprocher à une intelligence artificielle non maîtrisée. Vous avez cité « désarmer » l'IA, mais sur les jeunes, il écrit qu'il faut leur apprendre à *jeûner* de l'IA. Je trouve cette formule admirable. Il y en a beaucoup d'autres, et c'est la première raison pour laquelle ce texte me paraît important.

La deuxième raison tient à sa pertinence. Ce pape, ou plus largement la papauté, consacre sa première encyclique au sujet à la fois le plus révolutionnaire et le plus inquiétant du XXI^e siècle. Je trouve que la papauté a régulièrement cette capacité à discerner les évolutions qui transforment non seulement le monde, mais aussi le rapport de l'homme au monde. Deux précédents me viennent à l'esprit. En 1963, en pleine guerre froide, Jean XXIII publie *Pacem in Terris*, encyclique condamnant la logique de possession et d'usage de l'arme nucléaire. Puis, en 2015, sur la question environnementale et le réchauffement climatique, le pape François publie *Laudato si'*, première grande prise de position papale en faveur de la protection de la planète. Nous avons aujourd'hui cette troisième étape avec l'intelligence artificielle. Il faut reconnaître cette sensibilité géopolitique de la papauté, capable de cerner les enjeux essentiels. Le texte est admirable aussi par son contenu. Philippe en a beaucoup parlé ; je voudrais surtout insister sur sa valeur révolutionnaire. Ce texte est presque aussi révolutionnaire que la technologie qu'il aborde et dont il demande la maîtrise. Pourquoi ? D'abord parce que, avant sa publication, les grandes sociétés californiennes, Meta, Google et Amazon, se sont rendues à Rome et ont été

reçues par des responsables de la communication du Vatican afin de défendre leur vision de l'IA. Je ne crois pas que cela ait influencé le pape, mais cela montre que ces milliardaires de la tech savent l'importance politique d'un tel texte, dans un pays où 70 % des Américains se déclarent chrétiens et où 21 % sont catholiques. Il existe donc un véritable public, presque un électorat. Ensuite, pour la rédaction même du texte, le pape a consulté le patron d'Anthropic, Dario Amodei, créateur de *Claude*, une IA qui se veut raisonnable et responsable, et qui se trouve en conflit avec Donald Trump et son administration. Lors de la présentation de l'encyclique, Amodei se trouvait aux côtés du pape. Celui-ci lui a donné la parole. Il a exposé ce qu'il considère comme les trois grands dangers de l'intelligence artificielle : l'aggravation des inégalités, l'abolition du travail et le risque de décerveler l'humain. Le pape lui a ensuite serré la main, ce qui serait, paraît-il, assez exceptionnel. Ce texte possède donc une valeur politique au moins aussi forte que sa valeur spirituelle. C'est certes une publicité considérable pour Anthropic, mais aussi une mise en garde importante adressée aux milliardaires de la tech.

Troisième élément de contexte : quelques jours auparavant, Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump, a publié aux États-Unis une lettre ouverte signée avec une soixantaine d'autres figures MAGA. Il y affirme qu'une lutte oppose désormais l'homme et la machine, et qu'il choisit l'homme. Au slogan « *America First* », il propose de substituer « *Human First* », très exactement dans la ligne papale. Je rappelle que Steve Bannon est un converti catholique très pratiquant. Il demeure MAGA, mais appelle le président américain à contrôler les avancées de l'intelligence artificielle durant la seconde partie de son mandat. Le titre de cette lettre est d'ailleurs éclairant : « *Lettre de la coalition en faveur du projet de décret présidentiel visant à rendre obligatoires les tests préalables au déploiement des systèmes d'IA de pointe* ».

On voit donc qu'aux États-Unis mêmes, le combat est engagé entre une IA folle, au service de la puissance de quelques-uns, et une IA plus responsable, qui

rejoint en partie la position du pape et celle de l'Union européenne. J'ai pensé que Thierry Breton avait dû devenir papiste en lisant ce texte, car les deux recommandations de l'encyclique sont finalement très simples : d'abord, instaurer un contrôle politique des innovations liées à l'intelligence artificielle ; ensuite, revoir profondément l'éducation des jeunes pour leur apprendre à jeûner de l'IA.

Michaela Wiegel :

Oui, pour poursuivre ce que Nicole a brillamment exposé, Thierry Breton a accueilli cette encyclique avec l'enthousiasme du protestant qu'il est. Il a montré, dans un texte, qu'elle correspondait très exactement à la philosophie du *Digital Services Act* et, plus largement, à tout ce que l'Union européenne a entrepris dans ce domaine, malgré de très fortes pressions.

J'en viens à mon interprétation. Nous sommes face au premier pape américain, ce qui est déjà un fait considérable. J'ai le sentiment qu'il a choisi, pour sa première encyclique, le sujet le plus important, non seulement l'intelligence artificielle, mais aussi la guerre, qui occupe une place essentielle dans ce texte. J'ai l'impression qu'il s'adresse directement à ce courant « néo-catholique » très puissant au sein du mouvement MAGA, autour de J.D. Vance, mais aussi autour de Peter Thiel, l'un des grands acteurs de l'intelligence artificielle, venu lui-même au Vatican défendre sa vision. J'ai trouvé particulièrement audacieux, et le mot révolutionnaire n'est pas excessif, que le pape cite *Le Seigneur des Anneaux*, ouvrage que l'on rangerait plutôt du côté de la science-fiction. Il sait parfaitement que Peter Thiel a baptisé nombre de ses entreprises, y compris dans l'IA, d'après des personnages issus de l'univers de J.R.R. Tolkien. Le pape prend ainsi le contre-pied d'une lecture transhumaniste portée par Peter Thiel et par une partie des grands patrons de la tech alliés à Donald Trump, selon laquelle l'intelligence artificielle deviendrait un instrument permettant de rendre inutile une grande partie de la main-d'œuvre.

S'il y a un message fondamental de cette encyclique sur l'intelligence artificielle,

c'est que celle-ci n'est pas mauvaise en soi. C'est là que la comparaison entre la tour de Babel et les murs de Jérusalem me paraît très pertinente : la technologie doit être utilisée pour la bonne cause, c'est-à-dire placer l'humain, et Dieu, au centre. Je trouve très intéressant qu'un pape profondément ancré dans la culture américaine utilise précisément cette culture pour déconstruire un courant encore très influent autour de Peter Thiel.

Je vois toutefois un oubli, ou du moins une négligence : parmi les grands acteurs de l'intelligence artificielle, il n'y a pas seulement les États-Unis, même s'ils demeurent prédominants ; il y a aussi la Chine. Or la Chine, où la minorité catholique reste faible et mal traitée, demeure largement absente du texte. Ce message s'adresse donc presque exclusivement à ce que nous appelions autrefois l'Occident. Je trouve cela intéressant, parce que l'on s'est beaucoup interrogé sur ce que serait Léon XIV après François. Avec cette encyclique, j'ai le sentiment qu'il inscrit son pontificat très clairement dans ce monde occidental dominé par le progrès technologique et entend y exercer pleinement son influence.

Matthias Fekl :

Cette encyclique s'inscrit clairement dans la lignée des grandes encycliques des cent cinquante dernières années. La filiation avec *Rerum Novarum* me paraît évidente. Elle est d'ailleurs publiée cent trente-cinq ans jour pour jour après ce texte fondateur de Léon XIII, à l'origine de ce qu'on appelle la doctrine sociale de l'Église. On pense naturellement à *Laudato si'*, mais aussi à d'autres textes et à plusieurs souverains pontifes cités dans l'encyclique, de Paul VI à Jean-Paul II. La continuité avec Léon XIII et avec le pape François me semble particulièrement nette.

Je vois deux raisons principales pour lesquelles il s'agit d'un grand texte. La première tient à sa nuance. Nous ne sommes pas face à une condamnation de la technique ou de la technologie en soi. L'Église ne renoue pas avec une tradition

de défiance envers les grands progrès scientifiques. Au contraire, l'encyclique reconnaît explicitement que la technique et la technologie ont pu contribuer au progrès humain et qu'elles l'ont fait dans l'Histoire. Mais elle les remet à leur juste place : celle d'outils dont les usages peuvent être bénéfiques ou destructeurs. Or la révolution de l'intelligence artificielle, qui pourrait représenter pour les cols blancs ce que la révolution industrielle a représenté pour une partie des cols bleus — c'est-à-dire la disparition pure et simple de métiers entiers — appelle précisément un texte de cette ampleur.

La seconde raison est que le pape place au cœur de sa réflexion la question du pouvoir et de la démocratie, ainsi que l'impact de l'IA — et plus largement du numérique — sur nos sociétés. Il est beaucoup question des réseaux sociaux, des algorithmes et de leur capacité à déstructurer nos esprits, accaparer notre attention et fragiliser le lien humain. Les jeunes générations y sont particulièrement exposées, même si ce phénomène nous concerne tous.

L'encyclique met ainsi en lumière une translation du pouvoir : celui-ci glisse des États et de la puissance publique vers de grands monopoles mondiaux, susceptibles d'en faire un usage mercantile, voire politique. Certains grands milliardaires de la tech poursuivent non seulement des ambitions économiques, mais portent aussi des projets politiques puissants et théorisés. Peter Thiel et d'autres ne s'en cachent pas ; ils publient manifestes et prises de position souvent très éloignés de l'idéal démocratique. Cette réflexion sur le pouvoir, sur la démocratie à l'ère numérique, et sur la dignité humaine face aux risques de déshumanisation, me paraît essentielle.

Enfin, le texte ouvre des pistes d'action concrètes : une réflexion sur l'éducation, sur la relation humaine à l'ère de l'enfermement algorithmique, et sur les moyens de reprendre collectivement prise sur ces transformations. Il sera très intéressant de suivre le débat que cette encyclique suscitera dans le monde entier, et particulièrement aux États-Unis, où la technosphère étroitement liée au pouvoir actuel devra bien se positionner face au pavé dans la mare que représente ce

texte.

Jean-Louis Bourlanges :

Oui, c'est un texte assez extraordinaire, qui a d'ailleurs rencontré un succès considérable. Son retentissement montre l'intensité du débat autour de l'intelligence artificielle et l'angoisse évidente que suscitent ces développements. L'encyclique touche donc le cœur même du sujet. Ce qui me frappe surtout, c'est sa mise en perspective. Elle n'étudie pas une technique isolément ; elle étudie une technique en référence à deux histoires : celle de l'Église et celle du monde. Cet effort d'inscrire l'intelligence artificielle dans un contexte historique et humain (profondément dangereux d'ailleurs), me paraît particulièrement intéressant.

Sur le plan de l'héritage ecclésial, le pape prend soin, puisqu'il aborde un sujet entièrement nouveau, de montrer la filiation, notamment avec *Rerum Novarum* de Léon XIII sur la condition ouvrière. L'encyclique se place également en contrepoint de celle de son prédécesseur sur l'écologie et aborde ce troisième immense sujet. Il rappelle ainsi que l'Église se préoccupe profondément des relations sociales et ne saurait être réduite à la mission dans laquelle les autorités concordataires du XIXe siècle, depuis Portalis et Napoléon, voulaient parfois l'enfermer : s'occuper des âmes, point final, et veiller à ce qu'elles votent pour l'empereur. On voit bien ici que la dimension politique, au sens le plus large et le moins politicien du terme, est pleinement assumée.

Deuxièmement, il analyse les risques propres à cette technique. Ce n'est pas la partie la plus originale, mais c'est une partie forte. Vous les avez évoqués, notamment ce danger que nous avons eu du mal à nommer : la « décrébration » des personnes. Il développe des analyses très intéressantes sur la simulation et le mensonge. Cela relève presque d'une réflexion sur le diable : celui qui simule, qui imite la sainteté pour troubler les hommes. Or l'intelligence artificielle introduit précisément une simulation du rapport interpersonnel. J'appartiens à une génération qui a lu Sartre, avec sa quête d'une

intersubjectivité authentique, qu'il n'a jamais tout à fait atteinte. Ici, le pape montre une intersubjectivité entièrement biaisée. Le risque est immense : au-delà de cette jeunesse dispensée de réfléchir et de se confronter à la réalité épistémologique parce qu'ils s'en remettent à des machines, apparaît une fausse relation humaine. On retrouvait déjà cette préoccupation lorsqu'il expliquait à ses prêtres qu'il n'était pas question d'écrire leurs homélies avec l'intelligence artificielle.

Troisième niveau, plus classique mais essentiel : les difficultés d'adaptation. Elles sont immenses et nullement théoriques. Il s'agit de problèmes de fond concernant le marché du travail. Je suis convaincu que cette révolution est extrêmement dangereuse et que nous avons tort de nous rassurer par l'argument empirique selon lequel chaque révolution technologique détruit des emplois mais en crée davantage ailleurs. Cela s'est produit avec les deux révolutions industrielles ; rien ne garantit qu'il en ira de même demain. Nous pourrions assister à un gigantesque effondrement du marché du travail, avec des conséquences économiques, sociales et morales considérables.

Cela pourrait même conduire à une résurgence des analyses marxistes sur la crise tendancielle : des producteurs travaillant à bas coût grâce aux machines, aux robots et à l'IA, mais sans employés, face à des masses privées de revenus. Une telle situation justifierait des mécanismes de transferts financiers allant exactement à rebours du discours libéral contemporain. À terme, ce pourrait être moins de travail et davantage d'impôts. Le pape n'entre pas dans ce détail, mais la question affleure.

Avant-dernier point : il situe cette innovation dans le contexte géopolitique et humain de la planète. Là, il est objectivement terrifié par la violence, la démesure et le fractionnement du monde. Il montre que cette langue d'Ésope risque d'être confiée à de très mauvaises mains, dans une époque dominée par des responsables politiques — de Poutine à Xi Jinping et Donald Trump — qui sont éminemment préoccupants. Il y a là quelque chose de profondément angoissant.

C'est aussi pourquoi il introduit une idée très classique mais juste : une technique de cette puissance ne peut être abandonnée au seul secteur privé. Il faut de la régulation et du contrôle public. Mais la difficulté apparaît immédiatement : quand on voit comment l'action publique elle-même peut être capturée par des prédateurs politiques, la concentration du pouvoir politique et technologique devient à son tour un risque énorme de déshumanisation orwellienne.

Enfin, la conclusion du texte est particulièrement intéressante parce qu'elle pose la question religieuse elle-même. Le pape s'oppose à une conception illimitée des pouvoirs de l'homme. On sent qu'il refuse le transhumanisme et toute forme de démesure. La métaphore de Babel, développement incontrôlé montant jusqu'au ciel, s'oppose à celle de Jérusalem, édification d'une cité et d'une limite. Pour les croyants, cette limite est fixée par Dieu et l'être humain s'inscrit dans un ordre voulu. Lorsqu'on ne croit pas, la question demeure entière : où fixer cette limite, et au nom de quoi ?

Nicole Gnesotto :

Sur la question de la vérité, le pape en fait effectivement un fondement non seulement de la dignité de la personne, mais aussi de la démocratie. Cela m'a beaucoup frappée. Il cite Hannah Arendt et rappelle que toute son œuvre montre qu'à partir du moment où l'on interprète ou manipule la vérité, on entre déjà dans une logique totalitaire. Évidemment, il ne cite pas nommément les États-Unis, mais il y a là quelque chose de très profond : cette défense de la vérité comme base même de la démocratie.

Deuxièmement, Jean-Louis a souligné avec raison le paradoxe de la fusion actuelle entre pouvoir politique et pouvoir technologique, principalement aux États-Unis, ce qui pose immédiatement la question : qui contrôle, et que signifie réellement le contrôle public ? Et, d'une certaine manière, cette question vaut aussi pour la Chine. Même si Michaela a raison de dire qu'on n'a pas le sentiment que le pape ait véritablement intégré la Chine dans sa réflexion, cette

fusion entre puissance politique et puissance technologique s'y pose également avec une intensité particulière.

Jean-Louis Bourlanges :

Au Vatican, ils sont toujours très prudents lorsqu'il s'agit de la Chine. Ils veulent protéger les catholiques. J'en avais été très frappé lorsque j'avais conduit une délégation et rencontré le secrétaire d'État : il était extrêmement réservé, presque rétracté, dès qu'il s'agissait d'envisager une critique un peu audacieuse. On sent une véritable inquiétude vis-à-vis de la Chine, et d'une certaine manière, une forme de crainte.

Nicole Gnesotto :

En tout cas, la solution qu'il semble esquisser est un éloge des instances multilatérales. Il ne dit pas que l'ONU doit inventer une gouvernance de l'intelligence artificielle, mais on voit bien qu'il se méfie autant des milliardaires qui possèdent la technologie que des pouvoirs censés la contrôler, notamment du pouvoir américain. C'est pourquoi la lettre de Steve Bannon à Donald Trump est intéressante, même si l'on voit mal comment Trump pourrait réellement s'opposer aux milliardaires de la tech qui le soutiennent. Ce que le pape amorce, c'est l'idée que la seule réponse possible doit être globale, autrement dit une gouvernance collective à l'échelle de l'humanité. Troisièmement, ce qui m'a beaucoup frappée, c'est la pertinence géopolitique de cet homme, ou de son entourage. Il reprend l'évolution récente de la pensée papale sur la guerre. Il condamne la guerre et refuse l'idée de guerre juste, ce qui constitue une évolution doctrinale importante. Plus exactement, il admet la légitime défense, mais refuse que l'on extrapole à partir d'elle pour qualifier une guerre de « juste », y compris au nom de l'ingérence ou de la protection face aux massacres. Cette condamnation me paraît, à certains égards, extrême, puisqu'elle ne laisse subsister que le droit de légitime défense. Mais au-delà de

cela, sa réflexion sur la guerre est étonnamment moderne. Il parle d'une guerre mondiale « par morceaux », ce qui correspond exactement à ce que nous observons aujourd'hui. Il souligne l'abaissement du seuil de recours à la force et dénonce la guerre hybride, précisément parce qu'elle contribue à banaliser ce passage à l'acte. Il note par exemple qu'on ne déclare plus la guerre, ce qui permet d'en abaisser encore davantage le seuil.

Dans cette perspective, ce qu'il critique dans l'intelligence artificielle n'est pas seulement la technologie au service de la guerre, mais une technologie qui enseigne la soumission, la résignation et, d'une certaine manière, la peur. Il explique que ce sentiment de résignation accompagne l'évolution contemporaine des conflits. J'ai trouvé cette analyse absolument remarquable. Et il y a cette phrase que j'ai particulièrement aimée : « *aucun algorithme ne peut rendre la guerre acceptable.* »

Michaela Wiegel :

Oui, je crois qu'avec cette phrase, il s'adresse directement à Palantir. C'est d'ailleurs une question aujourd'hui posée dans tous nos pays : faut-il accepter d'acheter ces technologies d'intelligence artificielle capables, par exemple, de présélectionner des cibles ? On sait qu'une des lignes de fracture avec Anthropic portait précisément sur ce sujet, ses fondateurs refusant cet automatisme. Le fait que l'encyclique ait été présentée aux côtés du fondateur d'Anthropic constituait donc déjà, en soi, une prise de position. En Allemagne, par exemple, nous avons choisi pour l'Office de protection de la Constitution une alternative à Palantir, d'ailleurs française. En France, en revanche, on considère qu'on ne peut pas s'en passer parce qu'il s'agit de la technologie la plus avancée.

Cette question des algorithmes capables de présélectionner des cibles, et potentiellement de désigner des cibles létales, me paraît fondamentale. Elle s'adresse très directement à la manière dont la guerre, notamment en Iran aujourd'hui, peut être conduite.

Matthias Fekl :

Je voudrais revenir sur la question du pouvoir et sur un point évoqué par Jean-Louis Bourlanges, celui de sa concentration entre quelques mains, en citant un passage de l'encyclique : *« il faut se demander, avec réalisme, qui détient aujourd'hui ce pouvoir et à quelle fin il l'utilise. Par le passé, c'était surtout les États qui guidaient et orientaient l'innovation. Aujourd'hui, en revanche, les principaux moteurs du développement sont des acteurs privés, souvent transnationaux, dotés de ressources et de capacités d'intervention supérieures à celles de nombreux gouvernements. Le pouvoir technologique prend ainsi un visage inédit, essentiellement privé et donc d'autant plus difficile à cerner, à réguler et à orienter vers le bien commun. »*

Il me semble qu'il y a là des points d'appui importants, non pour contester la place du privé dans l'innovation — elle est évidente — mais pour s'interroger sur la manière dont la puissance publique a laissé filer, au cours des dernières décennies, un certain nombre d'attributs qui touchent directement à la souveraineté. Cela vaut pour l'espace, de plus en plus pour la monnaie, mais aussi pour certains services publics essentiels. Une réflexion s'ouvre donc sur la manière dont, dans les années à venir, la puissance publique pourra reconquérir une part de souveraineté sur ces sujets décisifs, non pas en bridant l'initiative privée, mais en remettant chacun à sa juste place.

Jean-Louis Bourlanges :

Je crois que la question est fondamentale. Elle ne s'adresse pas vraiment à nous, car je pense qu'en Europe nous n'avons pas globalement cédé à ces dérives. Les États-Unis, en revanche, y cèdent manifestement, et il y a surtout ce grand phénomène chinois, à la fois très puissant, très menaçant et encore largement inconnu, auquel l'encyclique ne s'adresse pas directement.

Une remarque par rapport au pape précédent. Si cette encyclique nous frappe

autant, c'est qu'elle s'adresse à nous, Européens et Occidentaux. Les valeurs que le pape estime devoir fonder et encadrer l'usage de cette technologie sont le multilatéralisme, comme Nicole l'a rappelé, le respect de l'État de droit, des libertés, la séparation des pouvoirs, la protection de la personne humaine, mais aussi le pouvoir du peuple. Il refuse que cette technologie soit contrôlée par des élites financières, scientifiques ou politiques ; elle doit appartenir au peuple. C'est exactement notre message.

La différence avec son prédécesseur est frappante. Le pape François n'a jamais véritablement porté intérêt à ce que représentait l'Europe. Elle incarnait pour lui un monde colonisateur. Il analysait la guerre d'Ukraine dans des termes proches de ceux d'une partie des dirigeants du Sud global. Je me souviens d'une discussion avec le président du Sénégal qui me disait, en substance : « *vous avez sans doute raison, mais c'est une affaire entre vous* ». En Inde, on entendait la même chose. L'ancien pape se situait dans cette perspective et, il faut le reconnaître, nous autres Européens n'avons jamais véritablement accroché avec le pontificat précédent.

Ici, au contraire, nous sommes directement interpellés et sommés d'être à la hauteur de ce que nous avons de meilleur. Nous n'aurons pas le temps d'aborder la politique intérieure, mais puisque l'on cherche parfois un candidat pour la plateforme centrale, il est presque tout trouvé ! Je le dis avec humour, mais il y a quelque chose de frappant dans la proximité entre ce discours et celui du Premier ministre canadien : à des niveaux différents, ils convergent vers une même idée, celle qu'un certain nombre de pays, pas nécessairement les plus puissants mais pas non plus les plus démunis, doivent assumer cet héritage humaniste, démocratique et respectueux des droits de la personne. Car si nous ne le faisons pas, personne ne le fera.

Philippe Meyer :

Avec, en contrepoint, l'Ukraine et la manière dont ce « petit » pays, sur lequel on

n'aurait pas misé beaucoup dans un affrontement avec le géant russe, tient non seulement face à lui, mais somme aussi le reste de l'Europe de prêter attention aux valeurs qu'il défend concrètement. Et puis, quelle étonnante institution que celle qui, en 1978, élit un pape venu de cette petite Pologne persécutée, avec une Église elle-même persécutée par le pouvoir et un pays soumis à la pression de son voisin russe ; qui choisit ensuite un pape venu du Tiers-Monde pour attirer l'attention sur l'immigration et les drames qu'elle porte ; et qui élit aujourd'hui un pape américain pour tenir précisément le discours qu'il vient de tenir. Les uns attribuent cela au Saint-Esprit, les autres à d'autres causes, mais cette capacité de l'Église à faire surgir, à certains moments, des figures en résonance avec les grandes interrogations du temps demeure tout de même singulière.

Jean-Louis Bourlanges :

Les cardinaux, je ne sais pas si c'est le Saint-Esprit ou l'esprit tout court, mais ils ont tout de même été malins d'inventer Wojtyła au moment de la grande menace soviétique et de la rupture de l'Union soviétique, puis ce pape-ci au moment où l'Occident bascule dans un paganisme et une violence que je trouve absolument tragiques. Les vieux savent parfois encore faire quelque chose ...

Nicole Gnesotto :

C'est pourquoi je parlais de la pertinence de ce texte. On voit à quel point la papauté, ou ceux qui la servent, possède une conscience aiguë des grands enjeux, non pas simplement des enjeux mondiaux, mais de ceux qui mettent en relation l'homme et le monde. C'est là leur véritable point d'ancrage. Je suis d'ailleurs étonnée que nous n'ayons presque pas employé dans cette émission le terme d'humanisme, car c'est exactement de cela qu'il s'agit (et c'est même le titre de l'encyclique). Nous sommes face à une forme de nouvel humanisme du XXI^e siècle. Je trouve que ce texte est un message d'espoir qui mériterait d'être bien davantage diffusé. Jean-Louis, vous dites qu'il a eu un retentissement

extraordinaire ; pour ma part, dans la presse et les médias que je regarde, je n'ai pas eu le sentiment d'un tel écho ...

Jean-Louis Bourlanges :

Tout de même, depuis *Rerum Novarum* peu d'encycliques ont connu un tel retentissement. J'ai d'ailleurs étudié assez attentivement Léon XIII, qui est lui aussi un pape absolument extraordinaire.

Michaela Wiegel :

Justement, je voulais reprendre ce point. Nous avons rappelé que cette encyclique est publiée cent trente-cinq ans jour pour jour après *Rerum Novarum*. Mais ce que je trouve remarquable, c'est que la doctrine sociale de l'Église cherchait alors à mettre de l'ordre dans le nouveau monde du travail issu de la révolution industrielle. Ici, j'ai le sentiment que le pape va plus loin encore : il ne se contente pas d'interpréter une révolution déjà engagée, il la précède et tente d'en dessiner le cadre avant qu'elle ne s'impose pleinement. La comparaison de Philippe me paraît juste : ce pape américain arrive à un moment où l'avenir de la révolution numérique et technologique se décide largement aux États-Unis, tout comme Jean-Paul II était apparu au moment où se jouait l'avenir — ou plutôt la fin — du bloc soviétique.

Philippe Meyer :

Je me souviens d'une conversation avec Jean Guénigou, alors ambassadeur de France à Prague, à l'époque de la séparation entre la Tchéquie et la Slovaquie. Je lui avais demandé quelle était l'ambassade dont il rêvait. Il m'avait répondu immédiatement : le Vatican. Je lui avais dit : c'est parce que vous êtes catholique ? Il m'avait répondu : « *non, je suis catholique pratiquant, mais ce n'est pas du tout la raison* ». Ce qui l'attirait, c'était d'abord un État où, en quelque sorte, il ne se passe rien : pas de crise économique, pas de pauvreté, pas d'épidémie à

gérer, donc on y fait uniquement de la diplomatie. Ensuite, presque toutes les nations du monde y sont représentées. Le Vatican constitue ainsi une école diplomatique ancienne et extraordinairement affûtée, où s'exerce en permanence un savoir-faire diplomatique accumulé au fil des siècles. C'est en diplomate, et non en croyant, qu'il rêvait de ce poste. Il l'a finalement obtenu, avant d'être écarté dans des conditions assez ridicules pour recaser un socialiste boiteux — les socialistes eux-mêmes en étaient embarrassés. Il n'est donc resté qu'un an et demi. Cela donna lieu à une manifestation particulièrement vaticanesque. Le pape était furieux que la France ait nommé un autre ambassadeur et le Vatican fit traîner autant que possible son acceptation. Puis, pour manifester sa colère, le pape eut une réaction que je trouvais redoutable. Je me demandais ce qu'il allait faire. Eh bien, il fit Jean Guénigou grand officier de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, ce qu'on peut difficilement faire de mieux au Vatican, et prit soin de le faire savoir partout. Voilà une forme de colère dont on souhaiterait parfois retrouver la douceur symbolique dans les conflits de ce bas monde et entre les nations ...

Nicole Gnesotto :

Juste un mot pour revenir à la dimension spirituelle de ce texte, parce que nous avons beaucoup parlé de sa portée géopolitique et politique, mais il y a évidemment aussi cette dimension-là, qui m'est moins familière, sauf sur un point qui m'a particulièrement frappée : l'insistance du pape sur la dignité de l'être humain, qu'il soit travailleur ou responsable politique. Cette idée est aujourd'hui largement perdue, et je trouve très important qu'il la remette au centre. Je me souviens d'ailleurs que, pendant le mouvement des Gilets jaunes, l'un des slogans était précisément une demande de respect et de dignité humaine. Le pape rappelle ainsi ce qui constitue, à ses yeux, la singularité de l'homme parmi les vivants, et cette insistance me paraît profondément juste.

Jean-Louis Bourlanges :

Sur la dignité, je suis d'accord, mais précisément je ne crois pas qu'il faille opposer une dignité catholique aux autres conceptions. La dignité humaine me paraît être le point commun de tous les humanismes. En revanche, ce qui pose une question particulièrement intéressante, c'est la notion de limite. Elle traverse tout ce texte : qu'est-ce qui limite le pouvoir de l'homme ? Où s'arrête-t-il ?

Pour le pape, la réponse est très claire : c'est la création divine qui assigne à l'homme une place dans l'ordre du monde et lui interdit de la dépasser. On sent bien que toutes les démesures auxquelles nous assistons aujourd'hui — ces rêves extravagants de longévité illimitée, certaines dérives transhumanistes et plus généralement cette volonté de repousser indéfiniment les frontières humaines — trouvent pour lui une limite fondée religieusement.

Mais pour ceux qui ne sont pas croyants, la question demeure entière : où fixer cette limite, où commence-t-elle et où s'arrête-t-elle ? Nous sommes confrontés à un problème très concret, que pose précisément ce nietzschéisme de pacotille que représente par exemple Peter Thiel.